

Le plan « France 2030 » et la prolongation des PGE, soumis au vote des députés

« Budget 2022 : ce qui change après le vote des députés », titre **Les Echos**, relevant que l'Assemblée nationale doit adopter aujourd'hui en première lecture le PLF pour l'an prochain. L'examen aura été marqué par le vote de plusieurs amendements déposés tardivement par l'exécutif. « Amendement le plus cher de la Ve République » pour la patronne du groupe PS, « amendement du siècle » pour Eric Woerth : la création de l'enveloppe budgétaire finançant le plan d'investissements France 2030 a fait jaser dans l'hémicycle. Il faut dire qu'il est rare de voir débarquer au dernier moment un amendement d'un tel montant, ouvrant 34 milliards d'euros d'engagements sur cinq ans, dont 3,5 milliards pour 2022. Si l'Etat investit pour faire émerger des secteurs d'avenir, il n'oublie pas non plus de sécuriser les secteurs existants qui sortent à peine de la crise : un amendement a ainsi acté la prolongation de six mois, jusqu'en juin 2021, des prêts garantis par l'Etat. (**Les Echos**, p.3)